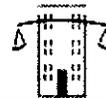


Régie
du logement

Québec 



ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2009-2010

Avril 2009

1. Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2008-2009 :

- les endroits et dates du départ et du retour;
- le but du voyage;
- les personnes rencontrées;
- le coût;
- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- la copie des rapports de mission;
- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés.

Aucun voyage hors Québec ou hors Canada n'a été fait par la Régie du logement en 2008-2009.

2. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :

- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;
- la copie du rapport de mission;
- les investissements annoncés.

La réponse à cette question est en partie incluse à la question #1.

3. Les sommes dépensées pour les voyages en avion et/ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.

La réponse à cette question est en partie incluse à la question #1.

4. Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2008-2009 et les prévisions pour 2009-2010;
 - les firmes de publicité;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - le but visé par chaque dépense;
 - dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.
-

Sans objet

5. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2008-2009 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

	<u>2008-2009</u>
Bourdeau, Jocelyn	1 250 \$
Formation sur les comportements agressifs	
Centres d'achats Beauward Ltée	2 584 \$
Contrat de services de gardiennage.	
CNW Telbec	143 \$
Contrat de service pour émettre les communiqués de presse.	
Communication Demo inc.	7 636 \$
Service de lecture de la presse écrite prenant la forme d'une revue de presse.	
Les Consultants Longpré & Associés inc.	5 488 \$
Contrat de services professionnels pour des services en relation d'aide et des services de soutien nécessaires au fonctionnement du programme d'aide aux employés (PAE).	
Desrosiers, Carole	1 467 \$
Contrat pour faire du travail à l'accueil et en téléphonie par une ancienne employée retraitée.	
Dunton, Rainville S.E.N.C.R.L.	22 054 \$
Contrats de services professionnels pour représenter la Régie du logement devant les tribunaux supérieurs dans le cours d'une requête en révision judiciaire et pour jugement déclaratoire recherchant l'invalidité d'un règlement.	

Gardium Sécurité	22 380 \$
Contrat de services de gardiennage	
Groupe de sécurité Garda	16 346 \$
Contrat de services de gardiennage.	
Groupe santé Médisys inc.	2 848 \$
Contrat pour l'expertise médicale d'employé.	
IPAS, Investigation protection accès sécurité inc.	11 736 \$
Contrat de services de gardiennage.	
Orange Finition	1 055 \$
Réparation de mobilier	
Paradis, Lemieux, Francis, S.E.N.C.	9 256 \$
Contrats de services professionnels pour représenter la Régie du logement devant les tribunaux supérieurs dans le cours d'une requête en révision judiciaire et pour jugement déclaratoire recherchant l'invalidité d'un règlement.	
Productions V.I.P.	1 439 \$
Contrat de services de programme d'enregistrement de messages francophones pour l'attente téléphonique incluant la location d'un diffuseur numérique.	
Sieur de Bleury	1 710 \$
Contrat pour le service d'entretien des plantes.	
Service d'entretien Distinction Inc	2 464 \$
Menus travaux d'entretien et de réparation, mise en place des salles d'audience et autres	
Société en commandite Transport de valeurs GARDA	22 086 \$
Transport de titres et de valeurs	

Société Québécoise d'Information Juridique (SOQUIJ)	5 250 \$
Préparation, édition, fabrication et mise en marché de JLE Express (Jurisprudence Logement Express).	
Solutions documentaires Gestar	1 162 \$
Contrat d'entretien du système DOCUMENTIK.	
Sungard, services de continuité des affaires (Canada) Itée	10 740 \$
Contrat de services de rétablissement de l'ordinateur central (AS/400).	
Technologies Imex Inc (IMEX)	21 949 \$
Contrat de services professionnels pour la traduction de décisions.	

6. Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et ou d'une entreprise relevant du ministère :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récents estimés du coût du projet;
- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.

Aucun projet de cette envergure n'a été fait à la RDL.

7. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2008-2009, de chacune des dépenses suivantes :

Catégorie :	Coût 2008-2009
- Photocopie :	48 676 \$
- Téléphonie cellulaire et coût d'utilisation incluant les « Blackberry » ⁽²⁾	5 611 \$
- Ordinateurs portables :	6 786 \$
- Téléavertisseurs :	0 \$
- Mobilier de bureau :	44 932 \$
- Distributeurs d'eau de source :	4 261 \$
- Remboursement des frais de transport :	221 855 \$
- Remboursement des frais d'hébergement :	91 743 \$
- Remboursement des frais de repas :	74 801 \$
- Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
i. au Québec : ¹	
- frais de voyage :	58 035 \$
- frais d'inscription :	27 909 \$
ii. à l'extérieur du Québec : ¹	
- frais de voyage :	0 \$
- frais d'inscription :	0 \$

Note : Les montants inscrits couvrent la période du 1^{er} avril 2008 au 28 février 2009.

¹ Incluant les frais de transport, de repas et d'hébergement déjà considérés sous ces rubriques.

² Aucun Blackberry n'est utilisé à la RDL.

8. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 ainsi que les prévisions pour 2009-2010, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...);
 - le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - le nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc...);
 - le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
 - l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.
-

8. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2008-2009 ainsi que les prévisions pour 2009-2010 et 2010-2011.

Catégorie d'emploi ¹	Sexe		Total et % de l'effectif	55 ans et moins	55 ans et plus	Personnes Handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
	Hommes	Femmes							
Cadres	3 60% ³	2 40% ³	5 2,8%		5 100%				1 20%
Professionnels	8 50% ³	8 50% ³	16 8,9% ⁴	6 37,5%	10 62,5%				3 18,8% ³
Fonctionnaires	36 22,8% ³	122 77,2% ³	158 88,3% ⁴	8 5,1%	150 94,9%	18 11,4% ³	1 0,6% ³	1 0,6% ³	18 11,4% ³
Total de l'effectif régulier et occasionnel	47 26,3% ⁴	132 73,7% ⁴	179 82,6% ⁵	14 7,8%	165 92,2%	18 10,0%	1 0,6%	1 0,6%	22 12,2% ⁴
Hors cadres	17 44,7%	21 55,3%	38 17,4%		38 100%				2 5,3% ³
Total de l'effectif Global	64 29,5% ⁵	153 70,5% ⁵	217 100%	14 6,5%	203 93,5%	18 8,3% ⁵	1 0,5% ⁵	1 0,5% ⁵	24 11,1% ⁵

1 Nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique

2 Personnel de la haute direction et régisseurs

3 Pourcentage par catégorie d'emploi

4 Pourcentage de l'effectif régulier et occasionnel

5 Pourcentage de l'effectif global

Question no 8

CATÉGORIE D'EMPLOI : DIRIGEANTS ET MEMBRES D'ORGANISMES

2008-2009	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie ⁽¹⁾	0	0	18	23	48	56	50	51	69	59	48	28
Nombre de jours de vacances	29	42	51	95,5	224	65	57	38	10	45	6	42
Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	AUCUNE PLAINTÉ											

Les données du mois de mars sont fragmentaires.

CATÉGORIE D'EMPLOI : PERSONNEL D'ENCADREMENT

2008-2009	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1,5	0	0
Nombre de jours de vacances	5,5	1	1,5	2	16,5	19	10,5	0	8	5	7	1
Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	AUCUNE PLAINTÉ											

Les données du mois de mars sont fragmentaires.

⁽¹⁾ Période en assurance traitement incluse

Question no 8

CATÉGORIE D'EMPLOI : PERSONNEL FONCTIONNAIRE

2008-2009	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie ⁽¹⁾	313,5	323	255	311	282,5	341	339	289,5	339,5	324,5	250,5	187,5
Nombre de jours de vacances	110	175,5	333	674	845,5	220,5	147	117	306,5	124	88	15
Nombre d'heures supplémentaires												
• effectuées	216,9	235,74	255,18	287,95	222,49	204,86	257,51	319,21	194,84	147,12	120,77	13,26
• remboursées	157,47	133,51	76,12	103,86	110,41	59,35	85,12	128,36	45,78	37,20	25,36	1,51
• compensées	59,43	102,23	179,06	184,09	112,08	145,51	172,39	190,85	149,06	109,92	95,41	11,75
Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	AUCUNE PLAINTÉ											

Les données du mois de mars sont fragmentaires.

⁽¹⁾ Période en assurance traitement incluse

Question no 8

CATÉGORIE D'EMPLOI : PERSONNEL PROFESSIONNEL

2008-2009	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie ⁽¹⁾	10	6	5,5	0,5	5	3	6	6	2	2	1	0
Nombre de jours de vacances	25	31	34,5	63	93	44	28	25	35	2	7	3
Nombre d'heures supplémentaires												
• effectuées	84,66	62,15	60,25	42,50	44,50	67,75	67,25	99,25	38,75	56,00	65,50	10
• remboursées	77,50	62,15	58,25	40,50	44,50	47,75	49,50	76	34,25	46	51,50	10
• compensées	7,16	0	2	2	0	20	17,75	23,25	4,50	10	14	0
Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	AUCUNE PLAINTÉ											

Les données du mois de mars sont fragmentaires.

(1) Période en assurance traitement incluse

Question no 8**Répartition du personnel**

Nombre et répartition du personnel (temps plein, temps partiel, occasionnel, contractuel)

Jours de maladie, vacances et heures supplémentaires.

Effectif régulier par catégories d'emploi pour 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 ainsi que les prévisions pour 2009-2010.

Répartition du personnel

Personnel	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Réguliers temps plein	194	180	178
Réguliers Temps partiel	11	13	8
Occasionnels	30	23	31
Total	235	213	217

Maladies, vacances et heures supplémentaires

	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Maladies (jours)	4182	3822,7	4055
Vacances (jours)	4340	4257,5	4328
Heures suppl.	1803,37	1737,6	3174,39

Effectifs réguliers par catégories d'emploi

	Hors cadres	Cadres	Professionnels et juristes	Techniciens	Personnel de bureau	Total
2006-2007	43	5	16	15	126	205
2007-2008	42	5	13	5	125	190
2008-2009	38	5	16	10	117	186
2009-2010	aucune prévision					

Question no 08

Effectif régulier par catégories d'emploi et par territoire en 2008-2009 (Données au 31 mars 2009)

	Hors cadres	Cadres	Professionnels et juristes	Techniciens	Personnel de bureau	TOTAL
Siège social	2	2	10	6	4	24
Montréal	21	2	3	2	45	73
Nord et Ouest du Québec	10	1	1	-	39	51
Québec et Est du Québec	5	-	2	2	29	38
Total	38	5	16	10	117	186

Note : L'effectif autorisé au 31 mars 2009 est de 201

Ces données excluent les postes actuellement vacants.

*** 8 de ces 186 personnes occupent des postes à temps partiel**

Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche en 2008-2009 : 1

Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie en 2008-2009 : 2

Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des 5 prochains exercices budgétaires : Données non disponibles

Nombre de départs à la retraite anticipés pour les 5 prochaines années :

2008-2009 : 14

2009-2010 : 26

2010-2011 : 12

2011-2012 : 7

2012-2013 et 2013-2014 : données non disponibles

9. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2008, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué.

Aucun aménagement n'a été réalisé aux locaux de la Régie du logement depuis le 1er avril 2008 jusqu'au 28 février 2009.

Les autres éléments de cette question feront l'objet d'une réponse qui sera transmise par le Ministère des Services gouvernementaux et ce, pour tous les ministères et organismes.

10. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2008 à ce jour.

Sans objet

11. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2008-2009 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - la prime de départ versée, le cas échéant;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - la description de tâches;
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2008;
 - le nombre total d'employés au cabinet;
 - la masse salariale totale par cabinet pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009;
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
 - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
-

Sans objet

12. Liste des sommes d'argent versées en 2008-2009 à même le budget discrétionnaire du :

- i. ministre;
 - ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.
-

Sans objet

13. La ventilation détaillée des budgets de dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

Sans objet

14. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- la prévision 2009-2010 et 2010-2011.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

15. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2008-2009.

La réponse à cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits

16. Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire;
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Sans objet

17. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- l'assignation initiale;
 - l'assignation actuelle;
 - le salaire;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
-

Sans objet

18. Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- le salaire de la personne;
- le montant reçu du régime de retraite.

Nicole Haché (retraité) occasionnelle 14h/sem. depuis le 23 fév. 2009.

19. Liste de tous les abonnements des ministères et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison;
- etc.

2008-2009

Juridique

Accès à l'information Express électronique	59,00 \$
Accès à l'information	786,00 \$
Accès à l'information et protection des renseignements personnels (selon MAJ)	861,00 \$
Annuaire de jurisprudence et de doctrine du Québec x 7 exemplaires	1989,00 \$
Annuaire téléphonique judiciaire du Québec	88,00 \$
Cahiers de droit de l'Université Laval	52,00 \$
Canadian Journal of Administration Law and Practice	349,00 \$
Code civil du Québec annoté	300,00 \$
Code civil du Québec et Code de procédure civile (volumes reliés en format poche)	2355,00 \$
Code civil du Québec	191,00 \$
Code criminel	57,00 \$
Code de procédure civile Alter Ego	365,00 \$
Code de procédure civile annoté et jurisprudence	163,00 \$
Code de procédure civile	113,00 \$
Code municipal	113,00 \$
Condominium Law and Administration (selon MAJ)	869,00 \$
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	809,00 \$
Décisions de la commission d'accès à l'information	111,00 \$
Droit transitoire sources annotées	68,00 \$
Droit de la personne et les relations de travail (selon MAJ)	142,00 \$
Gazette officielle INTERNET partie 1 (français) et partie 2 (anglais)	
Gazette officielle INTERNET (Licence 6 postes) partie 2 (français)	1 000,00 \$
JurisClasseur – Obligations et responsabilité civile	134,00 \$
JurisClasseur – Preuve et prescription	134,00 \$
Jurisprudence Express électronique	393,00 \$
Jurisprudence logement Express	3500,00 \$
Lois sur les cités et villes	113,00 \$
Lois du travail	57,00 \$
Lois refondues du Québec (selon MAJ)	1195,00 \$
Recueil de droit immobilier	221,00 \$

Recueil de jurisprudence du Québec	1487,00 \$
Recueil des arrêts de la Cour suprême du Canada	336,00 \$
Revue de droit de l'Université de Sherbrooke	17,00 \$
Revue de droit de McGill	48,00 \$
Revue générale de droit	70,00 \$
Revue légale	140,00 \$
Tableau des modifications et index sommaire des règlements	140,00 \$
Droit civil en ligne (DCL)	3825,00 \$

Économie

Affaires (Le journal) + Affaires Plus (magazine)	82,00 \$
--	----------

Gestion

Le Courrier parlementaire (INTERNET – service quotidien)	1000,00 \$
--	------------

Communications

Bulletin de la ligue des propriétaires	25,00 \$
Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)	60,00 \$
Journal de Montréal	228,00 \$
Journal La Presse	224,00 \$
Journal Le Devoir	240,00 \$
Journal Le Soleil	475,00 \$
Journal The Gazette	240,00 \$

TOTAL : 25 224,00 \$

(Compilation faite au 28 février 2009)

20. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
 - le coût de construction du site;
 - le coût de l'entretien et de la mise à jour;
 - le responsable du contenu sur le site;
 - la fréquence moyenne de mise à jour;
 - le nombre de visiteurs (hits) par mois;
 - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?
-

La Régie du logement a un seul site Internet. Son adresse : <http://www.rdl.gouv.qc.ca>

– **Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site**

La conception du site en production de mars 1999 à décembre 2002 a été faite par la compagnie Clickon Technologies dont le chargé de projet se nommait Jeff McDonald, en collaboration avec deux membres du personnel de la Régie.

Il y a eu une première refonte du site amorcée au dernier trimestre de l'exercice 2001-2002 avec le concours de la firme Cognicase. La refonte a été poursuivie par le personnel de la Régie au cours de l'exercice 2002-2003 et sa mise en production a eu lieu en décembre 2002.

Une deuxième refonte du site a été effectuée au cours de l'exercice 2006-2007 et son entrée en vigueur a eu lieu en décembre 2006. Il a été conçu à l'interne, à l'exception d'un étudiant embauché pour deux mois.

– **Les coûts de construction du site**

Le coût de construction du site en production de juin 1998 à décembre 2002 s'élève à 10 000 \$. Le coût de la première refonte du site, mis en production en décembre 2002, s'élève à 24 740 \$. La deuxième refonte du site a été réalisée par des ressources internes, à l'exception d'un étudiant embauché pour deux mois pour réaliser la conception graphique. Le coût de cette embauche s'est élevé à 2 700 \$, auquel s'ajoute l'acquisition de photos dont les droits s'élèvent à moins de 1 000 \$. Donc, le coût total de cette deuxième refonte s'élève à 3 700 \$.

– **Le coût de l'entretien et de la mise à jour**

L'entretien du site et sa mise à jour sont effectués à l'interne.

– **Le responsable du contenu sur le site**

Jean-Pierre Le Blanc, conseiller en communication et édimestre

– **La fréquence moyenne de mises à jour**

Une moyenne de dix fois par mois. Toutefois, en janvier de chaque année, une mise à jour importante est faite puisqu'il faut refondre les documents visant à faciliter la négociation de la variation du loyer par les locataires et locateurs.

– **Le nombre de visiteurs (hits) par mois :**

Mois	Nombre total de visites
Avril 2008	105 996
Mai 2008	86 687
Juin 2008	84 044
Juillet 2008	77 709
Août 2008	72 512
Septembre 2008	78 710
Octobre 2008	82 231
Novembre 2008	82 631
Décembre 2008	77 587
Janvier 2009	143 678
Février 2009	166 654
Mars 2009*	189 768

* prévision

Source : NetTracker

– **Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?**

Création initiale : 1996 (site contenant des informations sommaires)

Véritable création : mars 1999 (site structuré)

1^{re} Refonte : 2002-2003

2^e Refonte : 2006-2007

Le site a été fait pour la première fois en 1996. Il contenait des renseignements fragmentaires sur la Régie.

La première véritable construction du site remonte à l'exercice 1998-1999, construction qui s'est terminée en mars 1999. L'objectif visé : amélioration du service d'information aux citoyens en matière de bail d'habitation en vue de favoriser l'harmonisation des relations entre locataires et propriétaires.

Une première refonte du site a débuté au dernier trimestre de l'exercice 2001-2002 avec le concours de la firme Cognicase et s'est poursuivie au cours de l'exercice 2002-2003 par le personnel de la Régie. La mise en production a eu lieu en décembre 2002. Le coût de 24 740\$ a été assumé par Les Publications du Québec pour le compte de la Régie du logement. Les critères retenus pour justifier les changements sont les suivants : permettre à l'utilisateur d'avoir accès, dès la page d'accueil, à un plus grand nombre d'informations, de rubriques, de documents et de nouvelles du jour; faciliter la navigation pour permettre à l'utilisateur de trouver l'information recherchée en moins d'une minute; voir à ce que les pages du site soient organisées de manière cohérente et intuitive pour l'utilisateur.

La deuxième refonte du site a été réalisée au cours de l'exercice 2006-2007 par des ressources à l'interne, à l'exception d'un étudiant, embauché pour deux mois, qui a réalisé la conception graphique. Le coût de son embauche s'est élevé à 2 700\$, auquel s'ajoute l'acquisition de photos dont les droits se situent à moins de 1000\$. Le coût total de cette deuxième refonte s'élève donc à 3 700\$.

Les critères visés pour cette deuxième refonte : une navigation simplifiée et améliorée, une visualisation allégée et une présentation graphique plus aérée. Ces critères simplifient et agrémentent l'exploitation du volet interactif du site. Ainsi les citoyens peuvent, avec davantage de facilité, faire un suivi de leurs dossiers en cours à la Régie et, le cas échéant, consulter et télécharger les décisions rendues dans ces dossiers. De plus, les avocats sont désormais en mesure d'indiquer de façon claire à la Régie des informations pertinentes dans les dossiers les concernant afin d'assurer une gestion optimale des rôles d'audience.

21. Nominations, depuis le 1^{er} mai 2008, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

Aucune nomination de ce type n'a été faite.

22. Pour 2008-2009, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

RÉGIE DU LOGEMENT TOURNÉE PROVINCIALE ANNÉE 2008-2009			
# RÉGION	RÉGION ADMINISTRATIVE	VILLE DES BUREAUX VISITÉS	MONTANT
01	RIMOUSKI	RIMOUSKI	1 447.27 \$
02	SAGUENAY LAC ST-JEAN	SAGUENAY – JONQUIÈRE	1 578.12 \$
03	QUÉBEC	QUÉBEC	705.44 \$
05	ESTRIE	SHERBROOKE	212.82 \$
06	MONTRÉAL	MONTRÉAL	853.50 \$
07	OUTAOUAIS	GATINEAU – HULL	270.95 \$
08	ABITIBI TÉMISCAMINQUE	ROUYN-NORANDA VAL D'OR	1 205.47 \$
12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	LÉVIS	Inclus dans 03
13	LAVAL	LAVAL	230.91 \$
14	LANAUDIÈRE	JOLIETTE	42.60 \$
15	LAURENTIDES	ST-JÉRÔME	122.76 \$
16	MONTÉRÉGIE	ST-HYACINTHE LONGUEUIL ST-JEAN-SUR-RICHELIEU VALLEYFIELD GRANBY	881.28 \$
17	CENTRE-DU-QUÉBEC	DRUMMONDVILLE	191.77 \$
GRAND TOTAL			7 742.89 \$

Note : Comprend le transport, l'hébergement, les repas ou allocations et les dépenses de réunions ministérielles.

23. Les montants déboursés en 2008-2009 ainsi que les prévisions pour 2009-2010 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne les contrats octroyés, les échéances prévues.

Au cours de l'exercice 2008-2009, la Régie du logement n'a pas effectué de tels déboursés et elle ne prévoit pas de le faire au cours de l'exercice 2009-2010.

**24. NOMBRE DE DEMANDE D'ACCÈS À L'INFORMATION
POUR 2008-2009**

Cette question ne semble pas pertinente pour l'étude des crédits.

25. La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- le coût;
 - le nombre de ressources affectées;
 - le nombre de rencontres;
 - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
-

Sans objet

26. La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2008 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes et ce, pour tous les ministères et organismes.

75. Nombre de régisseurs en 2007-2008, 2008-2009 et prévision pour 2009-2010.

Année	Nombre régisseurs qui traitent des rôles
2007-2008	40
2008-2009	36
2009-2010	36

Il importe de préciser que deux régisseurs ne traitent pas de causes, en l'occurrence M^e Luc Harvey et M^e Daniel Laflamme, respectivement Président et Vice-président aux activités du tribunal.

76. Nombre moyen de causes entendues par régisseur en 2007-2008, 2008-2009 et prévision pour 2009-2010.

Nombre d'audiences tenues par catégorie

	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Ensemble de la Régie	79 142	80 970	76 677
Non-paiement	44 521	45 576	46 284
Causes civiles	23 769	28 645	25 268
Révision	510	243	146
Fixation (greffiers spéciaux)	10 342	6 506	4 979

* : Données en date du 31 mars 2009

77. Délai moyen de chacune des causes entendues par les régisseurs.

**Délai pour obtenir une première audience,
par catégorie**

		2008-2009
Ensemble de la Régie		
Non-paiement		1,3
Causes civiles générales	urgentes	1,4
	prioritaires	6,7
	générales	15,9
Révision		12,3
Fixation (greffiers spéciaux)		6,6

* : Données en date du 31 mars 2009

78. Pour chacun des bureaux régionaux de la Régie, le nombre d'heures pendant lequel les bureaux ont été fermés pour diverses raisons.

Note : la fermeture d'un bureau est conséquente à une absence ponctuelle d'un employé (ou deux) et non en raison d'une réduction de l'effectif.

Les bureaux sont ouverts du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h et de 13h à 16h30, sauf contre indication. Au lieu d'indiquer le nombre d'heures pendant lequel un bureau a été fermé, nous exprimons ici en pourcentage le temps qu'un bureau a été ouvert, étant donné que le nombre d'heures varie d'un bureau à l'autre.

Taux d'ouverture des bureaux	2008-2009
BAIE-COMEAU	92 %
DRUMMONDVILLE	100 %
GASPÉ	93 %
GATINEAU	100 %
GRANBY	100 %
JOLIETTE	100 %
LAVAL	100 %
LÉVIS (Ouvert les lundis, mardis, mercredis et vendredis.)	100 %
LONGUEUIL	100 %
MONTREAL - Village olympique	100 %
(Ouvert également entre 12h et 13h.)	
MONTREAL - Centre ville	100 %
QUÉBEC (Ouvert également entre 12h et 13h.)	100 %
RIMOUSKI	100 %
RIVIÈRE-DU-LOUP	98 %
ROBERVAL (Ouvert les jeudis de 9h30 à 12h et de 13h à 15h30.)	100 %
ROUYN-NORANDA (Ouvert les lundis, mardis et jeudis.)	96 %
SAGUENAY	100 %
SAINT-HYACINTHE	100 %
SAINT-JEAN	100 %
SAINT-JÉRÔME	100 %
SEPT-ÎLES	95 %
SHAWINIGAN (Ouvert les mercredis.)	98 %
SHERBROOKE	100 %
TROIS-RIVIÈRES	100 %
VAL-D'OR (Ouvert les lundis, mercredis, et vendredis.)	94 %
VALLEYFIELD	100 %
Ensemble des bureaux	99 %
Taux d'ouverture des points de services	2008-2009
MATANE	83 %
Ouvert le dernier vendredi du mois de 9h30 à 12h et de 13h à 15h30.	
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	100 %
Ouvert le dernier mardi de chaque mois de 9h30 à 12h et de 13h à 15h30.	
THETFORD-MINES	100 %
Ouvert les jeudis de 9h30 à 12h et de 13h à 15h30.	
Ensemble des points de services	97 %

Les données pour l'exercice 2008-2009 sont celles à jour au 28 février 2009.

79. Statistiques sur les activités de la Régie par région en indiquant :

- a) la nature des recours intentés ;
 - i. Trié par type de recours ;
- b) le nombre de requêtes déposées;
 - i. Trié par type de requêtes ;
- c) le nombre de décisions rendues;
- d) les délais entre le dépôt de la requête et l'audition;
- e) les délais entre l'audition et la signification de la décision;
- f) le nombre de décisions contestées;
- g) le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées.

A) LA NATURE DES RECOURS INTENTÉS TRIÉE PAR TYPE DE RECOURS

Volume d'entrée des causes, par catégorie et sous catégorie

	2008-2009
FIXATION	5 243
Introduites par les propriétaires	4 987
Introduites par les locataires	228
Causes relancées	28
RÉVISION	103
Introduites par les propriétaires	67
Introduites par les locataires	36
Causes relancées	0

	2008-2009
NON-PAIEMENT DU LOYER	42 302
Recouvrement-résiliation	36 048
Résiliation pour retard fréquent	4 510
Causes relancées	1 744

Volume d'entrée des causes, par catégorie et sous catégorie (suite)

2008-2009	
CAUSES CIVILES	21 144
Causes introduites par les propriétaires	13 200
Demandes reliées au déguerpissement	2 782
Résiliation de bail pour autre motif	4 508
Recouvrement de loyer (cas spéciaux)	1 991
Rétractation d'une décision	405
Reprise du logement	1 210
Dommmages-intérêts	746
Expulsion après échéance du bail	333
Ordonnances	327
Autorisation de convertir en copropriété divise	193
Aliénation d'un ensemble immobilier	11
Recours propres aux logements à loyer modique	0
Travaux majeurs (autorisation)	38
Autres recours	656
Causes introduites par les locataires	7 211
Résiliation de bail	682
Diminution de loyer	1 791
Dommmages punitifs	544
Autres dommages-intérêts	754
Rétractation d'une décision	1 752
Autorisation de déposer le loyer	339
Restitution d'une somme due	130
Ordonnances	231
Recours entre colocataires	51
Recours propres aux logements à loyer modique	84
Travaux majeurs (opportunité et conditions)	42
Autres recours	811
Causes relancées	733
2008-2009	
ENSEMBLE DES CAUSES	68 792

Données en date du 28 février 2009

B) LE NOMBRE DE REQUÊTES DÉPOSÉES TRIÉ PAR TYPE DE REQUÊTE

Volume d'entrée des causes, par direction territoriale et par catégorie

	2008-2009
Ensemble de la Régie	68 792
Non-paiement	42 302
Causes civiles générales	21 144
Révision	103
Fixation	5 243
<hr/>	
Direction territoriale de Montréal	34 288
Non-paiement	20 428
Causes civiles générales	10 236
Révision	76
Fixation	3 548
Direction territoriale de l'Est	10 596
Non-paiement	6 311
Causes civiles générales	3 607
Révision	9
Fixation	669
Direction territoriale de l'Ouest et du Nord	23 908
Non-paiement	15 563
Causes civiles générales	7 301
Révision	18
Fixation	1 026

Données en date du 28 février 2009

C) LE NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES

Nombre de décisions rendues, par direction territoriale et par catégorie

	2008-2009
Ensemble de la Régie	48 309
Non-paiement	29 520
Causes civiles générales	15 576
Révision	113
Fixation	3 100
<hr/>	
Direction territoriale de Montréal	24 058
Non-paiement	14 141
Causes civiles générales	7 979
Révision	78
Fixation	1 860
Direction territoriale de l'Est	7 144
Non-paiement	4 212
Causes civiles générales	2 605
Révision	9
Fixation	318
Direction territoriale de l'Ouest et du Nord	17 107
Non-paiement	11 167
Causes civiles générales	4 992
Révision	26
Fixation	922

Données en date du 28 février 2009

LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉGLÉS ET REMIS

Ensemble de la Régie	2008-2009
Nombre de dossiers traités	80 962
Dossiers réglés (ou fermés)	69 003
Décisions rendues	48 309
Désistements avant audience	8 867
Causes rayées	5 513
Ententes à l'audience*	2 535
Désistements à l'audience	2 888
Ententes avant audience	874
Demandes fermées par jug. ou déc.	17
Dossiers remis, ajournés ou suspendus	11 959
Nombre de remises et d'ajournements	10 155
Nombre de remises sine die	1 625
Nombre de suspensions	179

* Incluant les ententes en conciliation (à partir de 2005-2006).

Données en date du 28 février 2009

LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉGLÉS ET REMIS (SUITE)

Direction territoriale de Montréal		2008-2009
Nombre de dossiers traités		41 958
Dossiers réglés (ou fermés)		35 022
Décisions rendues		24 058
Désistements avant audience		4 741
Causes rayées		2 768
Ententes à l'audience*		1 252
Désistements à l'audience		1 704
Ententes avant audience		484
Demandes fermées par jug. ou déc.		15
Dossiers remis, ajournés ou suspendus		6 936
Nombre de remises et d'ajournements		5 996
Nombre de remises sine die		857
Nombre de suspensions		83
Direction territoriale de l'Est		
Nombre de dossiers traités		11 943
Dossiers réglés (ou fermés)		10 366
Décisions rendues		7 144
Désistements avant audience		1 577
Causes rayées		807
Ententes à l'audience*		272
Désistements à l'audience		417
Ententes avant audience		149
Demandes fermées par jug. ou déc.		0
Dossiers remis, ajournés ou suspendus		1 577
Nombre de remises et d'ajournements		1 196
Nombre de remises sine die		377
Nombre de suspensions		4
Direction territoriale de l'Ouest et du Nord		
Nombre de dossiers traités		27 061
Dossiers réglés (ou fermés)		23 615
Décisions rendues		17 107
Désistements avant audience		2 549
Causes rayées		1 938
Ententes à l'audience*		1 011
Désistements à l'audience		767
Ententes avant audience		241
Demandes fermées par jug. ou déc.		2
Dossiers remis, ajournés ou suspendus		3 446
Nombre de remises et d'ajournements		2 963
Nombre de remises sine die		391
Nombre de suspensions		92

* Incluant les ententes en conciliation (à partir de 2005-2006).

Données en date du 28 février 2009

D) LES DÉLAIS ENTRE LE DÉPÔT DE LA REQUÊTE ET L'AUDITION

**Délaï pour obtenir une première audience,
par direction territoriale et par catégorie**

2008-2009

Ensemble de la Régie		
Non-paiement		1,3
Causes civiles générales	urgentes	1,4
	prioritaires	6,7
	générales	15,9
Révision		12,3
Fixation (greffiers spéciaux)		6,6

Direction territoriale de Montréal		
Non-paiement		1,2
Causes civiles générales	urgentes	1,1
	prioritaires	7,4
	générales	15,9
Révision		16,1
Fixation (greffiers spéciaux)		6,6

Direction territoriale de l'Est		
Non-paiement		1,3
Causes civiles générales	urgentes	1,6
	prioritaires	3,9
	générales	12,0
Révision		4,9
Fixation (greffiers spéciaux)		6,2

Direction territoriale de l'Ouest et du Nord		
Non-paiement		1,4
Causes civiles générales	urgentes	1,9
	prioritaires	7,7
	générales	18,1
Révision		2,8
Fixation (greffiers spéciaux)		7,0

* : Données en date du 31 mars 2009

E) LES DÉLAIS ENTRE L'AUDITION ET LA SIGNIFICATION DE LA DÉCISION

**Délai après audience (en mois),
par direction territoriale et par catégorie**

		2008-2009
Ensemble de la Régie		
Non-paiement		0,1
Causes civiles générales	urgentes	0,2
	prioritaires	0,2
	générales	0,2
Révision		0,7
Fixation		0,3
Direction territoriale de Montréal		
Non-paiement		0,1
Causes civiles générales	urgentes	0,2
	prioritaires	0,2
	générales	0,2
Révision		0,7
Fixation		0,2
Direction territoriale de l'Est		
Non-paiement		0,1
Causes civiles générales	urgentes	0,2
	prioritaires	0,2
	générales	0,2
Révision		0,7
Fixation		0,3
Direction territoriale de l'Ouest et du Nord		
Non-paiement		0,1
Causes civiles générales	urgentes	0,2
	prioritaires	0,2
	générales	0,2
Révision		0,5
Fixation		0,5

Données en date du 28 février 2009

F) LE NOMBRE DE DÉCISIONS CONTESTÉES

Nombre de décisions contestées, par direction territoriale

	2008-2009
Ensemble de la Régie	
Révision d'une décision en fixation	103
Rétractation (propriétaire)	406
Rétractation (locataire)	1 774
Total	2 283
<i>% par rapport au volume d'entrée</i>	<i>3,3 %</i>
Direction territoriale de Montréal	
Révision d'une décision en fixation	76
Rétractation (propriétaire)	266
Rétractation (locataire)	1 034
Total	1 376
<i>% par rapport au volume d'entrée</i>	<i>4,0 %</i>
Direction territoriale de l'Est	
Révision d'une décision en fixation	9
Rétractation (propriétaire)	34
Rétractation (locataire)	203
Total	246
<i>% par rapport au volume d'entrée</i>	<i>2,3 %</i>
Direction territoriale de l'Ouest et du Nord	
Révision d'une décision en fixation	18
Rétractation (propriétaire)	106
Rétractation (locataire)	537
Total	661
<i>% par rapport au volume d'entrée</i>	<i>2,8 %</i>

Données en date du 28 février 2009

G) LE NOMBRE DE DÉCISIONS CONTESTÉES ET QUI ONT ÉTÉ RENVERSÉES

La conclusion d'une décision n'est pas une information qui se prête à la saisie informatique.

Quant aux décisions qui auraient pu être contestées à la Cour du Québec, il n'est pas possible d'obtenir des statistiques précises puisque ni les parties, ni la Cour du Québec n'ont l'obligation de transmettre à la Régie du logement une copie de la requête. Toutefois, selon les données enregistrées à la Régie du logement, le nombre de décisions contestées s'avère peu significatif compte tenu du volume de décisions rendues.

Nombre de décisions contestées devant la Cour du Québec

	2008-2009
Ensemble de la Régie	50
Direction territoriale de Montréal	39
Direction territoriale de l'Est	0
Direction territoriale de l'Ouest et du Nord	11

Données en date du 28 février 2009